



A41-WP/665
P/60
6/10/22

ASSEMBLÉE — 41^e SESSION
RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF
SUR
LE POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

(Présenté par la Présidente du Comité exécutif)

Le rapport ci-joint sur le point 15 de l'ordre du jour a été adopté par le Comité exécutif.

Note.— Prière d'insérer la présente note en bonne et due place dans le dossier de rapport, après en avoir retiré la page de couverture.

Point 15: Programmes d'audit – Méthode de surveillance continue

15.1 À sa huitième séance, le Comité exécutif a examiné la mise en œuvre, les faits nouveaux et l'évolution des programmes universels d'audit – méthode de surveillance continue, en se fondant sur le rapport du Conseil relatif à la mise en œuvre des programmes d'audit – méthode de surveillance continue (CMA) (A41-WP/7), le rapport relatif à l'évolution du Programme universel de supervision de la sécurité (USOAP) – Méthode de surveillance continue (CMA), et l'examen post mise en œuvre (A41-WP/27). En outre, dix autres notes ont été présentées par des États et des organisations internationales à savoir WP/379, 202, 59, 309, 457, 386, 558, 598, 488 et 212.

Analyse*Mise en œuvre des programmes d'audit de l'OACI par la méthode de surveillance continue (CMA)*

15.2 Durant l'examen de la note WP/7, les États ont vigoureusement appuyé le travail des deux programmes d'audit, ainsi que l'engagement à l'égard d'une amélioration constante par le biais des divers mécanismes mis en place, notamment le Groupe d'étude du Secrétariat (SSG) sur le Programme universel d'audits de sûreté (USAP)-CMA. Le Comité a aussi remercié tous les États d'appuyer les programmes d'audit au moyen de détachements d'experts et d'autres contributions volontaires.

15.3 Le Comité a exprimé son appréciation à l'OACI et aux États membres pour leurs efforts et le succès de la mise en œuvre de l'USOAP-CMA et de l'USAP-CMA, en particulier au vu des défis créés durant la pandémie de COVID-19. Il a noté le rapport d'avancement et salué les efforts de coordination de la mise en œuvre et des activités des programmes d'audit de l'OACI. Il a indiqué aussi qu'il faut poursuivre les efforts visant à améliorer l'USAP-CMA, notamment en ce qui concerne les futurs amendements des questions de protocole. Il a prié instamment l'Organisation d'hierarchiser selon qu'il convient les ressources destinées aux programmes d'audit et a appelé les États à rester pleinement engagés à l'égard de ces programmes de l'OACI tout en les encourageant à continuer de soutenir ces initiatives au moyen de contributions volontaires.

Évolution du Programme USOAP-CMA

15.4 Le Comité a donné acte de l'efficacité, de la pertinence et de la résilience de l'USOAP-CMA, des améliorations de sécurité qu'il apporte à l'échelle mondiale et du plan d'évolution géré dans le cadre de quatre filières de travail, décrit dans la note WP/27. Il a fait bon accueil aux activités prévues pour la filière des améliorations organisationnelles, qui comprennent un examen et une mise à jour des documents de politique, comme le *Manuel du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité — Surveillance continue* (Doc 9735), et la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'experts sur un examen structuré de l'USOAP-CMA (GEUSR), qui fera l'objet d'un examen d'efficacité. En outre le Comité est convenu du lancement de deux filières de travail pour la mise en œuvre des recommandations approuvées du Groupe consultatif ad hoc de l'USOAP (USOAP-AG) et des recommandations pertinentes de la Conférence de haut niveau sur la COVID-19. Dernier point, le Comité a donné acte du travail effectué avec le Programme alimentaire mondial dans le cadre d'un protocole d'accord spécialisé.

15.5 La note WP/379, présentée par le Cameroun, et la note WP/202, présentée par l'Indonésie, ont soulevé la question de la nécessité pour l'OACI d'évaluer les plans d'actions correctives (CAP) soumis

par le biais du cadre en ligne dans une période définie. Le Comité a noté que les États ne sont pas certains de mettre en œuvre les CAP soumis à l'OACI en raison d'un retard dans le processus de révision de l'OACI et de confirmation de l'acceptation des CAP. Le Comité est convenu que l'OACI devrait modifier le plan d'évolution de façon à inclure l'amélioration de la surveillance et de l'évaluation des CAP afin de déterminer les causes profondes de ce retard et d'assurer une réponse dans un délai défini. Il a été noté que ce délai d'acceptabilité sera reflété dans les documents de politique pertinents, comme le Doc 9735 — *Manuel du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité — Surveillance continue*.

15.6 Le Paraguay a présenté la note WP/59, avec le parrainage du Chili, de la Colombie, du Guyana, du Panama, du Pérou, du Suriname, de l'Uruguay et du Venezuela (République bolivarienne du), dans laquelle il a partagé son expérience de l'impact sur les pourcentages de mise en œuvre effective (EI) résultant de l'utilisation des questions de protocole (PQ) révisées et/ou mises à jour dans les États qui ont déjà été audités par l'USOAP-CMA avant la révision des PQ. Le Comité a noté que les amendements des PQ peuvent avoir un impact sur les EI des États, comme l'amendement résultant de la mise en œuvre des recommandations du GEUSR. Il a été recommandé que l'USOAP-CMA applique des principes d'audit pertinents, tout en assurant la traçabilité des constatations existantes des PQ amendées. Le Comité est convenu que l'OACI devrait modifier son plan d'évolution de manière à inclure l'analyse des amendements futurs des PQ, son application aux activités de l'USOAP et les scores d'EI dans le prochain examen d'efficacité du GEUSR. Il a été recommandé que des informations supplémentaires destinées aux États expliquent les modifications apportées aux PQ.

15.7 La CAFAC a présenté la note WP/309 au nom de 54 États africains, dans laquelle on propose d'élaborer une autre méthode afin d'aider les États à respecter toutes les exigences des PQ relatives aux enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation (AIG) sans avoir subi un accident véritable. L'élaboration de cette technologie novatrice permettrait aussi de pallier la pénurie d'auditeurs AIG. Le Comité est convenu de modifier son plan d'évolution pour prendre en considération l'élaboration d'une méthode de rechange pour l'audit des systèmes d'enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation des États de manière à mieux refléter ces capacités des États en l'absence d'accidents. Il a été convenu que les toutes dernières technologies et innovations, comme les simulateurs, seraient prises en considération dans cette initiative.

15.8 Le Comité a donné acte de l'intérêt de la communauté africaine pour une évolution de l'USOAP-CMA permettant de mieux répondre aux besoins des États membres qui sont exprimés dans la note WP/457, et il a noté que les alinéas a), b) et c) de la suite à donner figurant dans la présente note avaient été examinés par le Conseil de l'OACI au cours de sa 225^e session. Il a été rappelé que les mesures proposées cadraient avec les recommandations approuvées de l'USOAP-AG, après modifications suite à la consultation des États. En ce qui concerne l'alinéa d) de la suite à donner de la note WP/457, il a été noté qu'habituellement une demande d'information obligatoire (MIR) ne découle jamais uniquement du report d'un audit. Le Comité a aussi recommandé que l'OACI n'émette pas de MIR et par la suite une préoccupation significative de sécurité (SSC) sur la seule base du report ou de l'annulation d'une activité USOAP.

15.9 Les notes d'information WP/386 sur la restructuration du système de supervision de la réglementation au Pakistan, WP/558 présentée par les Seychelles sur l'état des progrès réalisés pour traiter des carences identifiées par l'OACI durant ses activités de supervision de la sécurité, et WP/598 présentée par l'IFALDA portant sur les dispositions relatives aux opérations de régulation des vols dans les PQ de l'USOAP ont été notées.

Questions relatives à l'USAP-CMA

15.10 La République bolivarienne du Venezuela a présenté la note WP/488, avec l'appui de la Bolivie (État plurinational de), de la Colombie, du Costa Rica, du Panama, du Pérou et de l'Uruguay, qui a traité de l'importance du renforcement des connaissances et de la compréhension des aspects de la cybersécurité par les auditeurs de l'USAP-CMA, en vue de leur permettre d'effectuer des évaluations techniques objectives des normes applicables. Un appendice de cette même note a souligné également les domaines de connaissance et d'expertise qui pourraient être considérés comme nécessaires pour l'évaluation de la cybersécurité par les équipes d'audit de l'USAP-CMA et suggère le contenu qui pourrait être retenu pour les éléments d'orientation ou de formation futurs dans ce domaine. Il a été précisé durant le débat que la formation proposée dans cette note excédait celle qui est requise pour évaluer dûment la conformité avec la norme énoncée au paragraphe 4.9.1 de l'Annexe 17. De plus, le Secrétariat a expliqué que l'audit concernant cette norme était centré sur des questions de réglementation et d'organisation plutôt que sur la mise en œuvre des systèmes de cybersécurité mêmes.

15.11 Dans la note WP/212, la CAFAC a noté les améliorations apportées à l'USAP-CMA en collaboration avec le SSG sur l'USAP-CMA, notamment la transmission en sécurité des informations, et elle a souligné l'importance de la surveillance en temps réel des CAP et du travail fait par le Plan régional de mise en œuvre complète pour la sécurité et la facilitation en Afrique (Plan AFI SECFAL). La note WP/212 suggérait aussi la décentralisation de la direction de l'équipe d'audit de l'USAP-CMA dans les bureaux régionaux. Des États ont soutenu la nécessité d'informations d'audit à jour. Cela dit, des membres du Comité, appuyés par le Secrétariat, ont estimé que la conduite d'audits par des fonctionnaires des bureaux régionaux de l'OACI engendrerait des questions de conflit d'intérêts, étant donné que ces fonctionnaires ont aussi la responsabilité de l'assistance. Il a été émis l'avis que le SSG devrait examiner le processus de décentralisation et de hiérarchisation des activités d'audit. La possibilité d'actualiser les CAP en ligne aiderait aussi à obtenir une idée plus claire de la mise en œuvre des normes par les États.

15.12 Le Secrétariat a fait savoir que des chefs d'équipe supplémentaires ont été recrutés au siège de l'OACI pour augmenter le nombre d'audits effectués, résorber le retard des audits causé par la pandémie et assurer une bonne planification de la relève.

15.13 Le Comité a pris connaissance des notes WP/212 et WP/488 et prié instamment les États membres de collaborer avec l'OACI aux comptes rendus sur les progrès réalisés dans l'exécution des CAP, notamment des mesures prioritaires identifiées. Il a chargé le Conseil de continuer de surveiller le travail effectué par le SSG pour l'amélioration continue de l'USAP-CMA, travail qui englobe des aspects liés aux mises à jour des CAP et à la formation des auditeurs de l'USAP-CMA.